

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Orléans, le 04/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



CENTRE OUEST CEREALES

Chaumes de Bossin
37600 BETZ LE CHATEAU

Références : VAT20220179

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement CENTRE OUEST CEREALES implanté Chaumes de Bossin 37600 BETZ LE CHATEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans la continuité de l'action de contrôle de 2021 sur les stockages d'ammonitrates initiée suite à l'accident survenu dans le port de Beyrouth le 4 août 2020, l'objectif de la visite du 3 mars 2022 a été :

- de vérifier à partir de l'état des stocks, le régime dont relève effectivement l'installation,
- et de contrôler le respect des principales mesures de sécurité définies par l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE OUEST CEREALES
- Chaumes de Bossin 37600 BETZ LE CHATEAU
- Code AIOT dans GUN : 0010008526
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales exploite lieu-dit "Chaumes de Bossin", sur le territoire de la commune de Betz-le-Château, un complexe céréalier comportant notamment des installations de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium.

ZA n° 2 « Les Ailes » – 25, rue des Ailes – 37210 PARÇAY-MESLAY – Tél. : 02.47.46.47.00.

Mél : uid37-41.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr

Ces installations relèvent du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 4702-I-II-III.c et 4702-IV de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale 2022 "Ammonitrates",
- Suites données par l'exploitant à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
13- NC7_VI_17/02/2021_Dispositions pour limiter conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.9.	Article 5 de l'APMD du 14 juin 2021	Consignation
14- NC8_VI_17/02/2021_Dispositions pour limiter conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.10.	Article 6 de l'APMD du 14 juin 2021	Consignation
15- NC9_VI_17/02/2021_Dispositions pour limiter conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.11.	Article 7 de l'APMD du 14 juin 2021	Consignation
20-Bâtiment "H" multifonctions	Code de l'environnement du 03/03/2022, article R. 512-47-I	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1- NC2_VI_17/02/2021_Suivi en continu des produits détenus	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 3.5.	/	Sans objet
2- NC18_VI_17/02/2021_Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 1.1.2.	Article 2 de l'APMD du 14 juin 2021	Sans objet
3- NC12_VI_17/02/2021_Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.8.	/	Sans objet
4-Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 3.7.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5- NC6_VI_17/02/2021_Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.7.	Article 4 de l'APMD du 14 juin 2021	Sans objet
6- NC13_VI_17/02/2021_Dispositions détection intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.1.	Article 9.1 de l'APMD du 14 juin 2021	Sans objet
7- NC14_VI_17/02/2021_Dispositions détection intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.2.	Article 9.2 de l'APMD du 14 juin 2021	Sans objet
8-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.2.	/	Sans objet
9-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.7.	/	Sans objet
10-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.5.	/	Sans objet
11- NC16_VI_17/02/2021_Dispositions détection intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.2.	/	Sans objet
12- NC4_VI_17/02/2021_Dispositions pour limiter conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.4.4.	/	Sans objet
16-NC10 et 11_VI_17/02/2021_Mesures organisationnelles	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.12.	Article 8 de l'APMD du 14 juin 2021	Sans objet
17-NC6 et 7_VI_17/02/2021_Compportement au feu des locaux	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.4.1.	Article 3 de l'APMD du 14 juin 2021	Sans objet
18- NC3_VI_17/02/2021_Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.1.	/	Sans objet
19- NC1_VI_17/02/2021_Exploitation	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 3.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1-NC2_VI_17/02/2021_Suivi en continu des produits détenus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 3.5.
Thème(s) : Actions nationales 2022, État des stocks des engrais
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC2 - L'emplacement des stockages n'est pas repérable de l'extérieur ; aucun marquage spécifique, tel que le numéro des cases, n'est apposé sur les portes d'accès à chaque case. Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a indiqué avoir numéroté les cases et fourni des photographies pour justifier la mise en œuvre de ces mesures correctives, les cases sont numérotées Cf les photographies n° 1 et 2 jointes en annexe. La visite in-situ a permis de visualiser le marquage spécifique apposé sur l'ensemble des portes d'accès aux cases des deux bâtiments de stockage des engrais solides afin de matérialiser, à partir du plan associé à l'état des stocks, l'emplacement des stockages depuis l'extérieur. Les mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant en réponse à la non-conformité NC2 sont satisfaisantes ; la NC2 est soldée. Le 3 mars 2022, à la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni rapidement un état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations de stockage d'engrais solides. Cet état des stocks fait mention, par rubrique des installations classées, des produits entreposés dans le magasin selon la répartition portée dans le tableau joint en annexe 1 du présent rapport (annexe en diffusion restreinte). Comme mentionné supra, un plan des installations disponible dans le bureau d'accueil du site permet d'identifier l'emplacement des stockages, par produit (Cf la photographie n°3 jointe en annexe). Les documents permettant à l'exploitant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation (FDS, ...) sont tenus à la disposition de l'inspection et des services de secours. Ce contrôle par sondage n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2-NC18_VI_17/02/2021_Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 1.1.2.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Conforme.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC18 - L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport relatif au dernier contrôle périodique de son installation de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, réalisé par un organisme agréé dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ce point est repris à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021 - Échéance 6 mois à notification. Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a indiqué avoir diligenté un organisme qui sera chargé de procéder au contrôle périodique. Si des non-conformités étaient révélées, il établira un plan d'actions correctrices avec des dates de réalisation pour chacune d'elles. L'APAVE a réalisé le 24 novembre 2021, le contrôle quinquennal des deux installations de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium. Les rapports relatifs à ces contrôles font état d'une non-conformité majeure et de cinq non-conformités pour lesquelles l'exploitant a communiqué le 10 décembre 2021 un plan d'actions. La visite in-situ a permis de constater la mise en œuvre de ces actions correctives afin de lever la non-conformité majeure concernant l'absence d'extincteurs dans le magasin ainsi que les autres non-conformités. La non-conformité NC18 est soldée, et l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.8.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des matières combustibles et incompatibles
Prescription contrôlée : Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5. Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs : <ul style="list-style-type: none">• les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) ;• les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale ;• le nitrate d'ammonium technique ;• les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites. Toutefois, en l'absence complète d'engrais, et après nettoyage complet du magasin de stockage, des céréales pourront y être stockées. Dans ce cas, le magasin de stockage fera alors l'objet à nouveau d'un nettoyage complet avant tout entreposage d'engrais. Si le bâtiment n'est pas affecté uniquement au stockage d'engrais, les autres matières entreposées devront être suffisamment éloignées des tas (minimum : 10 mètres) afin qu'aucun mélange ne soit possible. Les sacs en matière combustible utilisés pour l'emballage sont stockés à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais ou dans le local d'ensachage. Les palettes ne sont pas utilisées comme séparation pour retenir les engrais. Elles sont éloignées des tas d'engrais et rangées dans un endroit prévu à cet effet, sans préjudice du point 3.5. L'utilisation d'une bâche est toutefois autorisée pour le stockage en vrac afin de préserver les caractéristiques physicochimiques du produit.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC12 - Des produits phytopharmaceutiques et des produits incompatibles (matières combustibles, liquides inflammables, produits organiques) sont entreposés à proximité immédiate des engrais relevant de la rubrique 4702-IV contenus dans la case 1 du magasin K. Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a déclaré que selon le plan de stockage remis à jour, et qui sera celui applicable sur le site de Betz-le-Château, aucun engrais classé ne sera stocké dans le magasin K. La visite in-situ du 3 mars 2022 a permis de constater l'absence de stockage d'engrais classé dans le magasin K, conformément aux engagements précités de l'exploitant. La non-conformité NC12 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4-Dispositions de prévention des départs de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 3.7.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sources de départ de feu (engins de manutention)
Prescription contrôlée : Les appareils mécaniques (engins de manutention, bandes transporteuses) utilisés à l'intérieur du magasin de stockage pour la manutention d'engrais ne devront présenter aucune zone chaude non protégée susceptible d'entrer en contact avec les engrais (pot d'échappement...). Ils sont disposés de façon à ne créer aucune possibilité de mélange de toute matière combustible avec les engrais. Ils sont régulièrement vérifiés et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les engins de manutention doivent être totalement nettoyés avant et après entretien et réparation et rangés après chaque séance de travail à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais. Toute opération de maintenance, d'entretien ou de réparation est effectuée à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'engin de manutention n'est pas stationné dans le magasin E, dans lequel sont entreposés les engrais solides classés sous la rubrique 4702. L'engin de manutention ne comporte pas de zone chaude non protégée. Son pot d'échappement vertical est situé en partie supérieure de l'engin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.7.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sources de départ de feu (installations électriques)
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Elles ne doivent pas être en contact avec les engrais et doivent être étanches à l'eau et aux poussières. Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage. Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, rhéostats sont à l'extérieur des cases de stockage et, dans la mesure du possible, placés à l'extérieur du bâtiment. Le moteur de la bande transporteuse se situe au-dessus de la case de stockage, à une distance suffisante de l'engrais (minimum 1 mètre). L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC6 - Un regard technique non étanche et ouvert en permanence (accès aux fourreaux des alimentations électriques) est implanté au pied des cases du magasin K. Ce point est repris à l'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021 - Échéance 3 mois à notification. Dans sa réponse du 21 mai 2021, complétée le 13 août 2021, l'exploitant a déclaré : "Nous allons procéder à la mise en sécurité de ce regard dans le cadre des travaux qui sont en cours sur le site. En tout état de cause, le regard sera fermé et étanchéifié au plus tard le 30/06/2021." Dans son courrier 13 août 2021, l'exploitant a justifié, au travers d'une photographie jointe à sa transmission, de la réalisation effective des travaux relatifs à la réparation des regards des installations électriques et du sol à l'entrée du magasin K. La visite in-situ du 3 mars 2022 a permis de constater la mise en œuvre effective des mesures correctives précitées. La non-conformité NC6 est soldée, et l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 6-NC13_VI_17/02/2021_Dispositions détection intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.1.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Détection incendie
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans. Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC13 - Seules les cases 1 et 2 du magasin E sont équipées d'un capteur de NOX (capteur implanté au-dessus de la paroi séparative de ces deux cases). Aucun capteur n'est implanté au-dessus des cases 3, 4 et 5. Le magasin K n'est pas pourvu d'un système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Ce point est repris à l'article 9.1 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021 - Échéance 7 mois à notification. Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a indiqué que selon le plan de stockage remis à jour, un détecteur NOX sera installé entre les cases 3 et 4. Il a également déclaré que selon le plan de stockage remis à jour, et qui sera celui applicable sur le site de Betz-le-Château, aucun engrais classé ne sera stocké dans le magasin K. La visite in-situ du 3 mars 2021 a permis de constater la mise en place des mesures correctives conformément aux engagements précités de l'exploitant. La consultation du rapport DRÄGER, relatif à la vérification annuelle du 20 juillet 2021, n'appelle pas d'observation. La non-conformité NC13 est soldée, et l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 7-NC14_VI_17/02/2021_Dispositions détection intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.2.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Détection incendie (alarmes)
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un système d'alarme incendie relié au système de détection défini au point 4.3.1.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC14 - Aucun report des alarmes incendie n'est relié au système de détection incendie. Le rapport DRAGER du 7 décembre 2020 relatif au dernier contrôle de l'installation existante fait mention de cette absence de report d'alarme. Ce point est repris à l'article 9.2 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021 - Échéance 3 mois à notification. Dans sa réponse du 13 août 2021, l'exploitant a déclaré avoir corrigé le dysfonctionnement du détecteur de gaz NOX installé entre les cases 1 et 2 du magasin de stockage engrais E et à titre de justificatif, il a joint à cette transmission : <ul style="list-style-type: none">• une copie de l'enregistrement de l'intervention de son équipe de maintenance sur le rapport de décembre 2020, laquelle précise que cette réparation a été effectuée sur le mois de juin 2021 ;• une copie du rapport d'intervention DRAEGER du 20 juillet 2021. La vérification du 20 juillet 2021 de la société DRÄGER fait état du contrôle du déclenchement des asservissements et du retour téléphonique valide. La non-conformité NC14 est soldée, et l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 8-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I – Point 4.3.2.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre. La capacité globale ne peut être inférieure à :<ul style="list-style-type: none">• 120 m³ pour les installations relevant des rubriques 4702-II, 4702-III ou 4702-IV,• 180 m³ pour les installations stockant des engrais relevant de la rubrique 4702-I. Les réseaux d'eau ainsi que les réserves d'eau sont capables de fournir le débit nécessaire pour alimenter, des bouches et poteaux incendie en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, à raison de 60 m³/ h chacun.• de moyens de pompage ;• de lances auto-propulsives permettant d'introduire l'eau à l'intérieur des tas pour les engrais relevant de la rubrique 4702-I stockés en vrac. Leur nombre est établi en fonction de la nature et de l'importance des dangers. L'exploitant s'assure qu'en cas d'accident un surpresseur est disponible ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;• d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au danger afin de lutter contre un incendie de chouleur, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Une réserve d'eau incendie, d'une capacité supérieure à 120 m ³ , située sur la voie de desserte du site, à une centaine de mètres de l'installation de stockage des engrais solides, constitue les ressources en eau pour lutter contre un éventuel incendie. Conformément à la photographie n°4 jointe en annexe, l'exploitant a mis en place des extincteurs dans le magasin E de stockage des engrais solides. Par ailleurs, cette mise en place répond à l'action corrective mise en œuvre pour répondre aux non-conformités majeures émises par l'APAVE, dans le cadre du contrôle périodique du 24 novembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 9-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.7.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Modalité d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation
Prescription contrôlée : Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique, en cas de besoin.
Constats : Conforme.
Observations : Un interrupteur général clairement signalé, permet de couper l'alimentation électrique pour tout le bâtiment. Cet interrupteur est situé dans le bâtiment K.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 10-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.5.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accessibilité au site, aux cases de stockage par les services de secours
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres. Dans le cas de stockage d'engrais en vrac relevant de la rubrique « 4702-I », l'installation est agencée de façon à permettre la mise en œuvre de lance auto-propulsive par les services d'incendie et de secours. Une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés d'ARI (appareils respiratoires isolants).
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'établissement comporte deux accès aux installations, depuis la voie publique. Le bâtiment de stockage des engrais solides est desservi par voie engin à partir de ces deux accès, sur l'ensemble de sa façade avant. Cette façade comporte les portes d'accès direct aux cases, permettant le passage de sauveteurs équipés d'ARI (appareils respiratoires isolants).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 11-NC16_VI_17/02/2021_Dispositions détection intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.2.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accessibilité au site, aux cases de stockage par les services de secours
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.
Constats : Conforme.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC16 - L'exploitant ne dispose pas de plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. En annexe de sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a communiqué à l'inspection un plan des locaux avec une description des dangers pour chaque local. Il a également indiqué que ce plan sera tenu à la disposition des services d'urgence en cas d'intervention. La visite du 3 mars 2022 in-situ, a permis de constater la présence effective du plan précité, tenu à la disposition des services d'intervention et de secours, et affiché dans le bureau d'accueil du site. La non-conformité NC16 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 12-NC4_VI_17/02/2021_Dispositions pour limiter conséquences d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.4.4.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositifs de désenfumage
Prescription contrôlée : <p>Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux dangers particuliers de l'installation. Parmi les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre (exutoires), les dispositifs passifs (ouvertures permanentes) sont privilégiés.</p> <p>Pour les dispositifs actifs, ils sont à commande manuelle ou à commandes automatique et manuelle.</p> <p>La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none">• en cas de présence d'engrais 4702-I : 2 % ;• en cas de présence d'engrais 4702-II ou III : 1 % ;• en cas de présence d'engrais 4702-IV : 1 %. <p>En cas de présence de différentes catégories d'engrais dans un même magasin ou en cas de variation dans le temps de ces catégories, la surface d'ouverture maximale est retenue.</p> <p>Ces dispositifs doivent être convenablement agencés de manière à éviter la rentrée intempestive de matières combustibles ou autres, incompatibles avec les engrais.</p> <p>En exploitation normale, les commandes actionnant le réarmement (fermeture) sont situées à hauteur d'homme.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès, issues donnant sur l'extérieur et sont aisément accessibles...</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident. Les ouvrants (portes, fenêtres...) placés dans les deux tiers inférieurs des murs peuvent être considérés comme des amenées d'air.</p>
Constats : <p>Pas de non-respect constaté.</p>
Observations : <p>Constat du 17 février 2021 : NC4 - Le magasin K est dépourvu de tout dispositif d'évacuation de fumées et de chaleur.</p> <p>Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a indiqué : "Conformément à notre plan de stockage engrais, le magasin K n'étant pas pourvu d'exutoires de fumée, ni de détecteurs NOx, il ne sera pas stocké d'engrais classés dans les cases de ce magasin.</p> <p>La visite in-situ des installations a permis de constater l'absence de stockage d'engrais classé dans le magasin K.</p> <p>La non-conformité NC4 est soldée.</p> <p>Le magasin E est équipé de dispositifs actifs d'évacuation de fumées et de chaleur correctement répartis sur l'ensemble de la couverture du bâtiment, et à commandes manuelles.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à un test d'ouverture des exutoires associés à la case E4 côté porte d'accès. Cet essai de fonctionnement n'appelle pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 13-NC7_VI_17/02/2021_Dispositions pour limiter conséquences d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.9.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Qualité des sols
Prescription contrôlée : Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour le stockage d'engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III », le sol doit être légèrement incliné, de façon à faciliter l'écoulement et le refroidissement rapide d'engrais fondu, en cas d'accident. Si les écoulements sont récupérés dans des caniveaux, ceux-ci sont placés à une distance suffisante du magasin de stockage de façon à ne pas confiner de l'engrais fondu à haute température.
Constats : Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement n'est pas équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Dans ce contexte, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC7 - Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement n'est pas équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Ce point est repris à l'article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021 - Échéance 7 mois à notification, reportée au 28 février 2022 par lettre préfectorale du 9 décembre 2021. Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a indiqué que le site est pré-équipé des regards et des réseaux nécessaires à l'acheminement des eaux de ruissellement qui seront dirigées vers un bassin de rétention qui est prévu d'être construit au plus tard le 31 décembre 2021 compte tenu de l'impossibilité de prévoir de tels travaux pendant les semaines qui arrivent, en raison des moissons qui débiteront sur le mois de juin 2021. Le 3 mars 2022, les travaux relatifs à la mise en place des collecteurs et d'un bassin de retenue étaient en cours de réalisation. Les photographies n°5 et 6 jointes en annexe illustrent ce constat. Dans ce contexte, la non-conformité NC7 est reconduite, et l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021, dans le délai fixé par ce même arrêté, avec une échéance reportée au 28 février 2022 par lettre préfectorale du 9 décembre 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

Nom du point de contrôle : 14-NC8_VI_17/02/2021_Dispositions pour limiter conséquences d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.10.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Rétentions
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis au point 4.3.2.
Constats : L'installation n'est pas équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Dans ce contexte, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC8 - L'installation n'est pas équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Ce point est repris à l'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021 - Échéance 7 mois à notification, reportée au 28 février 2022 par lettre préfectorale du 9 décembre 2021. Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a indiqué que le site est pré-équipé des regards et des réseaux nécessaires à l'acheminement des eaux de ruissellement qui seront dirigées vers un bassin de rétention qui est prévu d'être construit au plus tard le 31 décembre 2021 compte tenu de l'impossibilité de prévoir de tels travaux pendant les semaines qui arrivent, en raison des moissons qui débiteront sur le mois de juin 2021. Le 3 mars 2022, les travaux relatifs à la mise en place des collecteurs de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction, et d'un bassin de retenue étaient en cours de réalisation. Les photographies n°5 et 6 jointes en annexe illustrent ce constat. Dans ce contexte, la non-conformité NC8 est reconduite, et l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021, dans le délai fixé par ce même arrêté, avec une échéance reportée au 28 février 2022 par lettre préfectorale du 9 décembre 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

Nom du point de contrôle : 15-NC9_VI_17/02/2021_Dispositions pour limiter conséquences d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.11.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : L'exploitant n'a pas équipé son établissement de dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement, afin de maintenir sur son site les eaux d'extinction d'un éventuel sinistre. Dans ce contexte, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 7 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021.
Observations : Constat du 17 février 2021 : NC9 - L'exploitant n'a pas équipé son établissement de dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement, afin de maintenir sur son site les eaux d'extinction d'un éventuel sinistre. L'exploitant devra, par ailleurs, établir une consigne en définissant les modalités de mise en œuvre du ou des dispositifs mis en place pour lever cette non-conformité. Ce point est repris à l'article 7 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021 - Échéance 7 mois à notification, reportée au 28 février 2022 par lettre préfectorale du 9 décembre 2021. Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a indiqué que le site est pré-équipé des regards et des réseaux nécessaires à l'acheminement des eaux de ruissellement qui seront dirigées vers un bassin de rétention qui est prévu d'être construit au plus tard le 31 décembre 2021 compte tenu de l'impossibilité de prévoir de tels travaux pendant les semaines qui arrivent, en raison des moissons qui débiteront sur le mois de juin 2021. Le 3 mars 2022, les travaux relatifs à la mise en place des liaisons des collecteurs existants, et la création d'un bassin de retenue étaient en cours de réalisation. Les photographies n°5 et 6 jointes en annexe illustrent ce constat. Dans ce contexte, la non-conformité NC9 est reconduite, et l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021, dans le délai fixé par ce même arrêté, avec une échéance reportée au 28 février 2022 par lettre préfectorale du 9 décembre 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.12.
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements et organisation des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages d'engrais vrac ainsi que d'engrais conditionnés sont isolés les uns des autres par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en cas de présence d'engrais 4702-I, des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur conforme au point 2.4.2 (REI 120) ; • en cas de présence d'engrais 4702-II ou 4702-III, des passages libres d'au moins 5 mètres de largeur ou un mur ; • en cas de présence d'engrais 4702-IV, des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur. <p>En cas de présence de différentes catégories d'engrais, les stockages sont isolés les uns des autres selon les dispositions applicables à la catégorie la plus pénalisante.</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et la bande transporteuse.</p> <p>Une distance minimale de 30 cm est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et le haut de la paroi de séparation des cases. Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi.</p> <p>Les stockages sont aménagés et organisés en fonction des dangers présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. En particulier, les produits incompatibles ne sont pas stockés ensemble (point 4.8).</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>Constats du 17 février 2021 :</p> <p>NC10 - L'exploitant ne respecte pas la distance minimale de 30 cm entre le haut des tas d'engrais et le haut des parois de séparation des cases. Il a été constaté des débordements de produits et l'absence de respect de cette distance au niveau de plusieurs cases des magasins E et K. Cette distance n'est pas matérialisée par un repère visuel sur les parois séparatives des cases des deux magasins.</p> <p>Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a déclaré : "Selon le plan de stockage mis à jour, les engrais classés seront uniquement stockés dans certaines cases du magasin E.</p> <p>Nous avons procédé à la mise en place de repères visuels dans les cases destinées au stockage d'engrais classés."</p> <p>NC11 - L'exploitant ne respecte pas la distance d'isolement entre les stockages d'engrais vrac avec les engrais conditionnés.</p> <p>Ces points sont repris à l'article 8 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021 - Échéance 1 mois à notification.</p> <p>La visite in-situ du 3 mars 2022 a permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence effective d'un repère visuel sur les parois séparatives des cases du magasin E, Cf la photographie n°7, - le respect des distances d'isolement entre les stockages d'engrais vrac et ceux des engrais conditionnés. <p>Les non-conformités NC10 et NC11 sont soldées, et l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Réaction au feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les magasins de stockage (matériaux de construction et aménagements intérieurs à l'exception de la charpente) et aires de stockage extérieur doivent présenter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible) et sol cimenté ou équivalent présentant une réaction au feu minimale pour les nouvelles installations ; - sol ne présentant pas de cavités (puisard, fentes...) pour toutes les installations stockant des engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III ».
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>Constat du 17 février 2021 : NC5 - Le sol de l'aire de stockage extérieur des engrais conditionnés n'est pas cimenté ou constitué d'un matériau présentant une réaction au feu minimale équivalente.</p> <p>NC6 - Le sol à l'entrée des cases du magasin K présente des cavités (puisard, fentes...).</p> <p>Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a indiqué avoir décidé de créer une bande cimentée, à l'aplomb du magasin E pour entreposer les engrais conditionnés en big-bags. Selon le plan de stockage des engrais joint à cette même transmission, le magasin K n'est pas destiné à recevoir des engrais classés.</p> <p>Ces points sont repris à l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021 - Échéance 7 mois à notification.</p> <p>Par courrier du 13 août 2021, l'exploitant a fourni une photographie attestant de la création d'une zone de stockage cimentée, à l'aplomb de son magasin E. D'autre part, il justifie, au travers de la photographie jointe à sa transmission, de la réalisation effective des travaux relatifs à la réparation des regards des installations électriques et du sol à l'entrée du magasin K.</p> <p>La visite in-situ du 3 mars 2022 a permis de constater l'existence de l'aménagement extérieur dédié au stockage des engrais conditionnés, et des travaux de remise en état du sol à l'entrée des cases du magasin K.</p> <p>D'autre part, l'exploitant a déclaré que selon le plan de stockage remis à jour, et applicable sur le site de Betz-le-Château, aucun engrais classé n'est stocké dans le magasin K.</p> <p>Les non-conformités NC5 et NC6 sont soldées, et l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 18-NC3_VI_17/02/2021_Implantation - Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : Les nouvelles installations sont implantées et maintenues à une distance : - d'au moins 20 mètres des limites de propriété pour celles relevant des rubriques « 4702-I, 4702-II ou 4702-III » ; - d'au moins 10 mètres des limites de propriétés pour celles relevant exclusivement de la rubrique « 4702-IV ».
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constats du 17 février 2021 : NC3 - L'exploitant ne respecte pas les règles d'implantation vis-à-vis des limites de propriété de son établissement. Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant a indiqué que le 17 février 2021, le plan de stockage n'était pas respecté. Il a également joint à cette transmission le plan de stockage engrais remis à jour en prévoyant des travaux de mise en place d'un détecteur DRAEGER entre les cases E3 et E4. Il a confirmé avoir mis en place des mesures compensatoires d'ordre organisationnelle visant à ne pas stocker d'engrais classés dans les cases E4 et E5 situées à moins de 20 m des limites de propriétés. La visite in-situ du 3 mars 2022 a permis de constater l'absence d'engrais classés dans les cases E4 et E5 précitées. La non-conformité NC3 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 19-NC1_VI_17/02/2021_Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 3.3.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Connaissance des produits - Etiquetage
Prescription contrôlée : Sans préjudice du code du travail, l'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les documents d'accompagnement et si possible les fiches de données de sécurité. Les emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constats du 17 février 2021 : NC1 - L'état des stocks présenté par l'exploitant fait état de la présence de 37,260 tonnes de produit non identifié comme un engrais classé sous la rubrique 4702. Ce constat traduit l'absence de contrôle, à réception des engrais sur site, des documents d'accompagnement permettant à l'exploitant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, et de s'assurer de la conformité des produits réceptionnés. Dans sa réponse du 21 mai 2021, l'exploitant indique qu'il s'agit simplement d'une erreur de classement qui a été réalisée à la création de la fiche produit dans le système informatique, par du personnel administratif du siège de la coopérative, toujours avant la commande et sans les documents nécessaires à une incrémentation pertinente. Depuis le 17 février 2021, l'erreur a été corrigée et une amélioration est mise en œuvre de ses procédés administratifs pour éviter à l'avenir ce type d'erreurs. Le contrôle par sondage du respect des articles 3.3 et 3.5 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 concernant le suivi en continu in-situ des engrais présents dans l'établissement effectué au cours de l'inspection du 3 mars 2022 n'appelle pas d'observation. La non-conformité NC1 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 20-Bâtiment "H" multifonctions

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2022, article R. 512-47-I
Thème(s) : Situation administrative, Installations, Pourvues d'une toiture, Dédiées au stockage de céréales
Prescription contrôlée : La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
Constats : L'exploitant n'a pas adressé à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire la déclaration relative aux activités exploitées dans le bâtiment H, avant la mise en service de l'installation.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'il entrepose, selon les saisons, des céréales ou des engrais non classés, durant une durée limitée, dans le bâtiment H. Ce bâtiment, d'une surface d'environ 1000 m ² (50 m x 20 m), comporte plusieurs cases de stockage en béton, sous auvent. A noter, ce bâtiment est implanté à 5 m des limites de propriété (façades Ouest et Sud), Cf les photographies 9 et 10 jointes en annexe. Selon le classement des activités de stockage en vrac de céréales existantes, les activités de stockage de céréales associées au bâtiment H serait à classées sous le régime de la déclaration, au titre de la rubrique 2160-1 (silo plat). Il appartient à l'exploitant de régulariser la situation administrative des activités associées au bâtiment H, et de respecter l'ensemble des prescriptions générales applicables à son installation. Point de vigilance : Suivant le guide d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, les bâtiments non compartimentés qui accueillent simultanément des stockages en vrac de produits relevant de la rubrique 2160 et d'autres types de combustibles constituent des Installations, Pourvues d'une toiture, Dédiées au stockage "IPD".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale